



Médecine pour le Peuple ✕ en Belgique: Soins de première ligne et action pour le droit à la santé

Publié le 20 janvier 2023 par Amandine Linotte



L'auteur nous présente « Médecine pour le peuple », organisation créée il y a une cinquantaine d'années pour faciliter l'accès de tous à des soins de première ligne et conduire des actions de promotion de la santé. L'organisation est issue du Parti du Travail. La stratégie consiste à mobiliser les gens pour qu'ils prennent en main leurs problèmes et obtiennent le changement. La lutte pour le droit au médicament a été un axe fort de leur action. De même l'action pour faire le lien entre santé





et travail. **Changer de cap : Médecine du peuple se bat pour un nouveau modèle de soins de santé public suprimant le modèle libéral. L'avenir de cette organisation est assuré par l'arrivée de nouvelles générations qui continue la lutte pour que chacun puisse bénéficier du droit à la santé..**

Abstract :

The author introduces us to “Médecine pour le peuple”, an organization created some fifty years ago to facilitate access for all to first-line care and to carry out health promotion actions. The organization emerged from the Labor Party. The strategy is to mobilize people to take ownership of their problems and achieve change. The fight for the right to medicine has been a strong focus of their action. Likewise the action to make the link between health and work. Changing course: Médecine du peuple is fighting for a new model of public health care that does away with the liberal model. The future of this organization is assured by the arrival of new generations who continue the fight so that everyone can benefit from the right to health.

La Médecine pour le Peuple, pas pour l'argent☒!

Médecine pour le Peuple est un réseau de maisons médicales à l'initiative du Parti du Travail de Belgique (PTB). Après les révoltes estudiantines de mai 68, où des étudiants ont défendu un système éducatif plus démocratique, de jeunes médecins, alors occupés à construire le parti qui allait devenir le PTB, ont voulu appliquer cette même philosophie au secteur de la santé. Contre la médecine élitiste, contre la médecine pour l'argent, ces jeunes intellectuels ont développé la médecine pour le peuple et ce fut un véritable croche-pied à l'establishment[1].

En 1970, les mineurs du Limbourg et les dockers d'Hoboken (province d'Anvers) sont en grève pendant plusieurs mois. Les médecins pionniers de Médecine pour le Peuple vont à leur rencontre et font leurs premières visites médicales au domicile des familles des ouvriers qui, fortement impactés financièrement par la grève, ne peuvent plus payer leur médecin. Ce sont les prémices de notre organisation. Le premier cabinet médical ouvre à Hoboken (ville ouvrière dans la province d'Anvers, deuxième plus grande ville du pays derrière Bruxelles) en 1971. Les principes de base sont et resteront☒: offrir des soins gratuits de qualité, agir sur les causes sociales et lutter pour de meilleures conditions de vie et de travail, et associer le travail médical à l'engagement politique, au service de la lutte des classes.

L'Ordre des médecins attaque à l'époque directement cette initiative, qu'elle qualifie de concurrence déloyale puisque la médecine est gratuite. Ces premières années d'existence de Médecine pour le Peuple sont des années de lutte intense avec la caste des médecins alors extrêmement élitiste, et la droite en général. Dès le départ, les





patients se mobilisent, en assiégeant littéralement les domiciles et cabinets de leurs médecins du peuple pour empêcher les huissiers de saisir les meubles (les médecins du peuple refusent de payer leur cotisation à l'Ordre des médecins). Médecins et patients, d'égal à égal, comme camarades, c'est aussi la base de l'organisation.

A l'heure actuelle, en Belgique, le principe de médecine gratuite est accepté, mais c'est le résultat d'une lutte intense contre l'ordre établi. Les médecins du peuple ont été parmi les pionniers du concept «Sans argent chez mon généraliste», et de plus en plus de médecins de première ligne décident de ne plus demander d'argent aux patients. Bien que de plus en plus répandu, ce système n'est pas encore généralisé en Belgique.

Médecine pour le Peuple, c'est aujourd'hui une organisation nationale de 11 maisons médicales et c'est toujours de la médecine de première ligne. Mais aux médecins généralistes se sont ajoutées d'autres disciplines. Des kinés, des accueillants, des infirmiers, des psychologues et des assistants sociaux ont renforcé nos équipes. C'est plus de 200 collaborateurs, accompagnés de nombreux bénévoles, qui soignent quelque 25 000 patients en Belgique. Nous pensons que le travail multidisciplinaire améliore la qualité des soins prodigués dans nos maisons médicales. Chaque discipline a un point de vue différent sur la santé du patient, et ces optiques différentes vont amener à mieux le prendre en charge. Nous discutons en équipe des problèmes individuels des patients et nous analysons ensemble les causes sociales de ces problèmes.

Empowerment : la stratégie pour réaliser le changement

Médecine pour le Peuple est toujours plus qu'un réseau médical, c'est un mouvement qui entraîne les gens dans la lutte pour une autre société. En effet, nous ne pouvons pas lutter pour le droit à la santé sans nos patients. C'est quand les gens s'organisent pour défendre leurs droits que les lignes bougent. Nous voulons aider les gens, mais en même temps, les rendre plus forts, c'est l'"empowerment" - ou émancipation. Ce concept d'émancipation - «empowerment» - est central pour Médecine pour le Peuple. C'est travailler avec le patient, pour qu'il prenne en main sa santé, pas seulement au niveau individuel mais aussi collectivement, ensemble, pour le droit à vivre en bonne santé dans une société saine. C'est dans ce sens que nous sommes soignant et militant, nous amenons le patient à lier sa lutte personnelle à la lutte





collective. Et entrer en action de la sorte avec les patients permet de découvrir énormément de forces et de talents.

Nous l'énonçons clairement dans notre nouveau texte de vision : *“L’empowerment est notre protection pour éviter de devenir une confirmation du système. Face à un travailleur en proie à une dépression parce qu’il a perdu son emploi, ou à un enfant en bas âge qui souffre d’asthme parce que les murs de sa chambre sont couverts de moisissures, quelle attitude adopter? Ils ont besoin de nos soins, mais quel est l’effet de notre aide si nous nous limitons à cela? Les effets de l’injustice dans la société sont alors adoucis et le système continue à tourner. Par le biais de l’empowerment, nous tentons de lutter pour qu’une telle injustice s’arrête. C’est la différence entre travailler d’une manière qui confirme le système et travailler de manière à se libérer du système.”*

«□Prenez votre sort en mains, organisez-vous, étudiez, (in)formez-vous, mobilisez-vous□», voilà la vision que nous partageons avec le Parti du Travail de Belgique

Bien qu’indépendants d’un point de vue organisationnel et économique, Médecine pour le peuple et le Parti du Travail de Belgique sont liés, et ce lien n’est pas caché. Tout le monde a bien évidemment droit aux mêmes soins gratuits et de qualité. En ce sens, MPLP est neutre dans le traitement des patients. Mais comme prestataires de soins de santé, nous voulons réagir et ne pas rester neutres face à l’injustice. *«☒Rester neutre face à l’injustice, c’est choisir le camp de l’opresseur. Si vous voyez un éléphant écraser la queue d’une souris, votre neutralité n’est d’aucune utilité pour cette souris☒»* a déclaré Desmond Tutu, militant sud-africain des droits de l’homme, décédé en 2021.

De nombreux problèmes que nous rencontrons chez nos patients ne peuvent être résolus entre les quatre murs de nos cabinets. Grâce au lien qui nous lie au Parti du Travail de Belgique, nous pouvons les traduire en dossiers et en actions politiques. Tous les aspects de la maladie sont examinés. Nous voulons nous attaquer aux causes de la maladie, ensemble avec les patients. En effet, à quoi cela sert-il de passer la serpillière si le robinet continue de couler☒? Nous travaillons avec le PTB pour mettre les problèmes à l’ordre du jour politique, dans la rue et dans les parlements et les conseils



municipaux.

Nous n'avons pas une vision paternaliste de la relation qui nous lie aux patients, qui réfléchissent de manière critique aux faits de société. Chaque campagne que nous menons dans nos maisons médicales est un moment d'échange avec nos patients et avec la classe travailleuse en général. Que les campagnes soient nationales, locales ou européennes, les gens s'y reconnaissent et s'y intéressent. Nous voulons que les gens prennent conscience que leurs problèmes de santé, leurs conditions de travail, leur situation de logement et leurs soucis financiers sont le résultat d'un système capitaliste qui ne place pas les personnes et leurs besoins au centre des préoccupations. Et surtout que les choses peuvent changer et que nous ne sommes pas obligés d'accepter la situation telle qu'elle est. Il existe de nombreuses possibilités de s'engager, et c'est le moteur du changement. Nous voulons travailler ensemble à un large mouvement d'émancipation et nous le faisons à travers nos campagnes, en impliquant le plus grand nombre de personnes possible.

Lutte pour le droit aux médicaments

Les médicaments sont l'un des éléments essentiels de notre système de soins de santé, c'est pourquoi nous en avons fait l'un de nos principaux points de lutte. En effet, aujourd'hui, ce sont les multinationales pharmaceutiques qui tirent les ficelles : quels médicaments vont être développés? A quels prix? Nous sommes totalement dépendants du Big Pharma et de sa recherche de profit maximal.

Les entreprises pharmaceutiques sont beaucoup plus rentables que les autres grandes entreprises. Elles réalisent ainsi une marge bénéficiaire supérieure au secteur bancaire et au secteur de l'énergie. C'est un véritable hold-up pour notre sécurité sociale, chargée de rembourser des médicaments extrêmement coûteux : aucun poste de dépense du secteur de la santé n'a autant augmenté que celui des médicaments. Et cela met la pression sur l'ensemble du système de sécurité sociale (entre 2020 et 2024, 1,4 milliard d'euros ont été nécessaires pour le remboursement des médicaments en Belgique, c'est 30% de plus que le budget de la période précédente).

C'est en 2004 que nous avons tiré la sonnette d'alarme et réussi à lancer le débat social et politique sur la politique des médicaments. Dirk Van Duppen, médecin dans notre maison médicale de Deurne (province d'Anvers), est alors confronté au non-remboursement des médicaments nécessaires au traitement de plusieurs patients



cardiaques. Il contacte la presse et la guerre des médicaments éclate ! Il publie un livre – *“La guerre des médicaments – Pourquoi sont-ils si chers?”* – qui est une accusation contre l’industrie pharmaceutique et sa soif d’argent, sa machine marketing et son pillage de la sécurité sociale. Il y développe un nouveau modèle de politique des médicaments, le “modèle Kiwi”, en s’inspirant du modèle néo-zélandais. Là-bas, en effet, c’est le gouvernement qui est aux commandes et qui organise des appels d’offres publics pour les médicaments et ne rembourse que les produits présentant le meilleur rapport qualité-prix. Le résultat est que les médicaments y sont jusqu’à 90% moins chers que chez nous. Depuis, chaque année avec Médecine pour le Peuple, nous présentons à la presse nos calculs sur les sommes que peut rapporter le modèle Kiwi. Nos parlementaires du PTB ont également déposé une proposition de loi détaillant ce que pourrait être le modèle Kiwi en Belgique.

Plus récemment, Médecine pour le Peuple a été signataire de l’initiative citoyenne « Pas de profit sur la pandémie». Nous avons recueilli des milliers de signatures en Belgique pour demander la levée des brevets sur les vaccins. Nous avons demandé à nos patients de signer cette initiative citoyenne et ils ont eux-mêmes fait signer des personnes de leur entourage, dans leur famille et au travail. Avec d’autres organisations, nous avons organisé des actions à Bruxelles devant la commission européenne et devant le siège de Pfizer. Nous avons fait bouger les lignes et mis ce débat de société à l’ordre du jour: allions-nous vraiment permettre à Big Pharma de tirer un maximum de profit de la pandémie en vendant ses vaccins à des prix exorbitants?

Cela nous a amené, avec Médecine pour le Peuple, à développer l’une de nos propositions phares: la création d’un « Institut Salk» européen, pour faire des médicaments et des vaccins essentiels un bien public. Il est possible de conserver, entre les mains du public, les connaissances sur les médicaments et les vaccins que nous développons en grande partie avec des fonds publics. C’est la puissante position de monopole du titulaire du brevet qui met aujourd’hui les gouvernements hors-jeu. Une initiative à l’échelle européenne pourrait créer le pouvoir de changer de stratégie. Un Institut européen pour la recherche et le développement, que nous appellerions « Institut Salk» en l’honneur du découvreur désintéressé du vaccin contre la polio.

Nous sommes confrontés à d’importants défis pour défendre le financement et l’unité de la sécurité sociale. Nous nous appuyons sur les partenaires de la société civile pour les surmonter. Les syndicats et les mutualités, tout d’abord. Mais les associations de patients, de lutte contre la pauvreté, d’aide aux réfugiés.... sont aussi des partenaires importants pour protéger la sécurité sociale et forcer le changement, ensemble.



Santé et travail

Depuis ses premiers balbutiements aux côtés des grévistes dans les années 70, Médecine pour le Peuple continue de lutter aux côtés des travailleurs, à faire le lien entre le travail et la santé.

Au moment même où le gouvernement belge veut faire à tout prix des économies sur la sécurité sociale et mettre tous les malades de longue durée à nouveau au travail, nous sommes obligés de faire le constat que bien souvent, c'est le travail lui-même qui rend malade. Fort de notre implantation dans les villes industrielles, nous sommes bien placés pour dénoncer les conditions de travail malsaines qui abîment les travailleurs. Une partie de notre travail consiste donc avant tout à sensibiliser sur ce lien et à aider au mieux les organisations syndicales pour les outiller dans les combats qu'elles mènent en entreprise. Une seconde partie du travail est d'analyser les dysfonctionnements structurels en santé au travail, c'est ce que nous faisons, par exemple, lorsque nous dénonçons la chasse aux malades du gouvernement, ou lorsque nous défendons la reconnaissance du burn-out en maladie professionnelle.

Au plus fort de la crise Covid, nous avons ainsi voulu aider les travailleurs sur leur lieu de travail, alors reconnu comme source majeure d'infection. A Herstal (Liège), par exemple, c'est chez AB InBev qu'une équipe de Médecine pour le Peuple s'est rendue, suite à un appel à l'aide de la délégation syndicale. En effet, le département logistique de la multinationale comptait de nombreuses contaminations et la direction, soucieuse de protéger avant tout la cadence de production et donc son profit, avait voulu cacher les cas de contamination au Covid. Les mesures sanitaires de protection n'y étaient pas non plus respectées : pas de désinfections des machines, pas de plexiglas dans les bureaux, souvent pas de gel hydroalcoolique. Ce fut un véritable bras de fer entre la délégation syndicale et la direction de l'entreprise pour obtenir le testing du département infecté. Les travailleurs ont gagné, grâce à leur rapport de force : tous les travailleurs du département ont été testés par l'une de nos équipes. Ils se sont également mis en grève, et ils ont obtenu que les règles de sécurité sanitaire soient enfin améliorées.

Une des forces de Médecine pour le Peuple est de pouvoir compter sur une source de données en matière de santé impressionnante de plus de 25 000 patients dans toute la Belgique. C'est ainsi qu'en 2018, lorsque le gouvernement belge veut mettre en œuvre le système de pension à points, dans le cadre duquel nous allions devoir travailler plus



longtemps en échange d'une pension moins élevée, nous décidons de mener une enquête auprès de nos patients âgés de 55 à 67 ans. Dans nos maisons médicales, nous sommes confrontés concrètement à cette question de l'allongement du temps de carrière. Dans quelle mesure étaient-ils encore aptes à travailler ? Notre étude a montré qu'une grande majorité de travailleurs ne pouvaient plus travailler passé un certain âge, avec ou sans travail adapté. Ces recherches scientifiques, nous les publions et nous soutenons aussi à ce niveau la lutte sociale des syndicats grâce à nos preuves scientifiques. Une grande manifestation était organisée par les syndicats à l'époque, et ce sont des dizaines de milliers de personnes qui allaient descendre dans la rue. La pension à points a finalement été rejetée, grâce à la pression de la rue.

Changer de cap : Pour un nouveau modèle de soins de santé public

Le droit à la santé est un droit fondamental, et il est aujourd'hui de plus en plus menacé par la privatisation et la commercialisation. Le résultat : des factures de plus en plus élevées, et des temps d'attente plus longs pour obtenir un rendez-vous pour les patients, et un personnel soignant surchargé et sous pression.

Nous avons besoin d'un modèle de soins de santé radicalement différent, un système alternatif, que nous nommons "modèle public-social 2.0". C'est un système de soin de santé organisé selon une vision publique, en opposition à la vision libérale actuelle. Médecine pour le Peuple veut mettre ce débat à l'ordre du jour. Quelles en sont les lignes principales ? Tout d'abord, le financement doit être assuré par les pouvoirs publics et le budget doit être suffisant, pour que le secteur ne soit pas sans cesse poussé à réduire les coûts, privatiser et commercialiser. La santé redevient un droit et cesse d'être une marchandise. Ensuite, le personnel de soins de santé travaille pour le service public. C'est la garantie d'un personnel suffisant et travaillant dans de bonnes conditions. Les salaires sont fixes, la couverture sociale est solide. Enfin, l'offre de soins doit être coordonnée centralement et organisée localement : le gouvernement fédéral veille à ce que personne ne soit exclu, qu'il y ait assez de personnel et de ressources, que les directives soient claires... Les niveaux de pouvoir locaux déclinent ensuite la politique au niveau local, près des gens.

Actuellement, en Belgique, il y a une grave pénurie de médecins généralistes. Le nombre de communes en pénurie (communes où l'on dénombre moins de 90





médecins généralistes actifs pour 100.000 habitants) est en augmentation. De plus, près de la moitié de nos médecins généralistes ont 55 ans ou plus. L'afflux actuels de jeunes généralistes ne pourra jamais compenser les départs à la retraite. La pandémie de coronavirus a également été un test grandeur nature pour les médecins généralistes. Ils ont réalisé à quel point il était urgent que les soins de première ligne reçoivent l'appui de médecins supplémentaires. Dans ce sens, nous avons organisé une action symbolique, ensemble avec le Parti du Travail de Belgique, le jour de l'examen de rattrapage de l'examen d'entrée en médecine. Nous voulions dénoncer l'organisation de cet examen qui n'a été réussi en première session que par 4 à 6% des jeunes désireux d'entreprendre des études de médecine. Cet examen extrêmement sélectif accentue la pénurie de médecins généralistes et de spécialistes. Nos médecins et nos collaborateurs qui ont été élus au PTB ont pu porter cette revendication au Parlement et dans les conseils municipaux.

La nouvelle génération continue la lutte

Médecine pour le Peuple travaille depuis 50 ans sur le droit à la santé, comme centre médical et centre d'action. La première génération de médecins du peuple a choisi de ne pas faire carrière, mais d'aider à construire une société différente. La nouvelle génération de collaborateurs prévoit d'y travailler encore de nombreuses années, jusqu'à ce que chacun dispose du droit à la santé.

Pour citer cet article :

Amandine Linotte, « [Médecine pour le Peuple en Belgique: Soins de première ligne et action pour le droit à la santé](#) », *Les Cahiers de santé publique et de protection sociale*, N° 43, Décembre 2022

Notes de bas de page :

[1] Pour en savoir plus : www.droitalasante.be

